



RAPPORT FINANCIER 2013

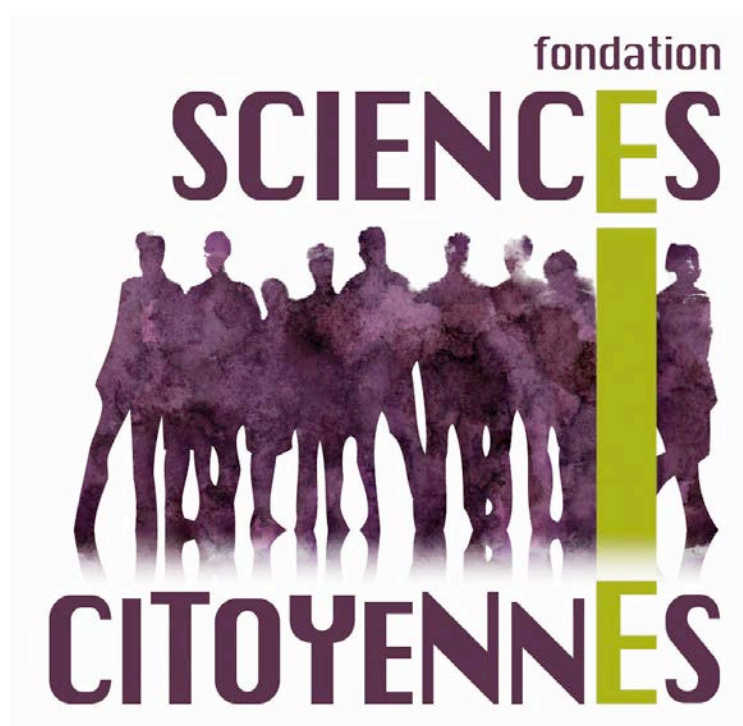


Table des matières

Introduction 3

Produits..... 4

Charges 6

Trésorerie 6

Conclusion et perspectives..... 7

Bilan et compte de résultat 8

Introduction

L'exercice 2013 confirme les prévisions mentionnées en conclusion du rapport précédent. Les bonnes perspectives budgétaires se vérifient dans le résultat de cet exercice qui présente néanmoins un excédent modeste de 132 euros. Contrairement à 2012, il nous a fallu attendre assez tard dans l'année pour avoir la confirmation de certains produits attendus et parvenir ainsi à l'équilibre.

La FSC se trouve dans une phase de croisière avec une différence de moins de 10 000 euros dans les comptes de ces trois dernières années, les réalisés se situant entre 261 839 euros et 270 766 euros, en très légère progression non significative.

Trois années donc de relative stabilité concernant le budget total réalisé, ce qui ne doit pas nous faire oublier le résultat négatif de l'année 2011 (perte de 25 367 euros), principalement dû à la concomitance d'une augmentation de la masse salariale et d'une baisse de nos produits, plus particulièrement des fonds publics. A cela s'ajoute 2 exercices tout juste équilibrés dont nous pouvons nous réjouir certes mais cette situation d'ensemble est révélatrice d'une vulnérabilité qui a des raisons internes et externes. Ce constat s'exprime en filigrane dans ce rapport.

Produits

Il n'y a pas de bouleversement significatif notable dans les ressources de la FSC par rapport à 2012. La baisse au passif du bilan des produits constatés d'avance s'explique par la signature en 2014 d'une convention d'un an contre deux ans initialement prévue avec la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH), notre bailleur principal. Nous espérons signer une convention de trois ans pour la période 2015/2017 l'année prochaine comme cela a été évoqué avec ce bailleur lors de nos contacts relatifs à la convention 2014. Ce soutien reste bien entendu à confirmer mais nous n'avons pas d'inquiétude particulière à ce sujet.

Les financements qui permettent à la FSC de remplir ses missions sont regroupés en trois grands blocs : fonds institutionnels privés, autres fonds privés (dons et adhésions), fonds institutionnels publics. Les fonds privés restent très largement dominants soit près des 2/3 produits, essentiellement d'origine institutionnelle (à noter que la FSC se limite à des fondations de personnes par opposition aux fondations d'entreprises de plus en plus nombreuses en France). C'est une volonté de la FSC de préférer les fonds privés mais leur répartition est pour l'instant très inégale (cf. récapitulatif des principaux produits ci-dessous). C'est aussi le résultat d'une évolution en matière de financement associatif.

En effet, la baisse des financements publics se confirme ainsi que l'évolution, critiquable de notre point de vue, des modes d'allocation. Appels à projet ou appels d'offres, commandes publiques sont devenus largement majoritaires et remplacent les subventions sur objet ou sur programme. Ce changement a bien entendu une portée idéologique puisqu'il va dans le sens des valeurs dominantes que sont la compétition et la concurrence alliées à une approche essentiellement financière, quantitative et rentable de la performance et de l'excellence. Cela s'est imposé aux entreprises, aux services publics dont le service public de recherche, puis maintenant au secteur associatif : c'est une suite logique. Réduction des associations à un rôle d'opérateur, instrumentalisation des objets associatifs, bureaucratie accrue : telles sont les conséquences induites par ce changement qui ne peut qu'inquiéter la FSC mais qu'elle prend en compte depuis déjà plusieurs années.

La diversité de nos sources de financement est satisfaisante mais elle doit être relativisée. Le déséquilibre entre les trois catégories de financement reste une préoccupation de la FSC et ce rééquilibrage reste l'enjeu majeur des prochaines années, ainsi qu'une meilleure répartition du poids de nos bailleurs institutionnels privés (cf. récapitulatif des principaux produits ci-dessous). Nul doute que le contexte actuel est peu favorable à la réalisation de ces objectifs. Néanmoins, il faut s'y atteler.

Par rapport à 2012 les cotisations d'adhésion progressent légèrement alors que le nombre d'adhérents a baissé : c'est le résultat d'un soutien financier accru de nos adhérents. À l'image des constats faits par les observatoires spécialisés, les dons à la FSC ont baissé (environ 50%).

Nous avons fait cette année le choix de ne pas valoriser financièrement l'apport du bénévolat aux missions de l'association. Il ne s'agit pas de minorer cette aide absolument indispensable au fonctionnement de la FSC, bien au contraire. Il y a une raison technique à cette décision. Faute de temps et vue la difficulté notamment concernant le calcul de l'apport bénévole à la réalisation des activités, nous n'avons pu mettre en place d'outils administratifs suffisants pour répondre aux critères comptables requis. En outre, ce choix est aussi un parti pris. Dans la société actuelle, la valeur économique et financière prime sur toute autre dimension : c'est un élément de l'idéologie ambiante. Or, la FSC considère que la valeur du travail bénévole va bien au-delà. Son aspect financier ne reflète que très imparfaitement l'apport réel à l'association. Comment en

effet calculer la contribution de nos bénévoles à l'équilibre démocratique dans lequel la FSC est partie prenante en tant qu'association de veille et d'action citoyennes ? Est-il possible de comptabiliser le rôle qu'ils jouent dans la fonction de cohésion sociale que la FSC exerce comme toute autre association ? Aussi, pour pallier ces lacunes, il sera rendu compte de cet apport dans le rapport d'activité sous forme narrative, plus adaptée à ce que nous voulons signifier sur le bénévolat à la FSC.

Pour mémoire, les frais liés aux locaux que nous occupons figurent en bas du compte de résultat sous forme d'une contribution en nature de la Fondation C.L. Mayer de 24 000 euros. C'est une aide précieuse compte tenu du coût de l'immobilier à Paris mais cela augmente en même temps le poids de ce bailleur dans notre fonctionnement.

Fonds institutionnels publics : 79 102 euros soit 29,4% des PE (produits d'exploitation)

- Gouvernement français (Ministère de l'Écologie) : 41 707 €
- Conseil régional Île de France : 19 250 €
- Union européenne : 15 895 €
- Partenariat SCité : 2 250 €

Fonds institutionnels privés : 170 122 euros soit 63,2% des PE

- Fondation C.L. Mayer pour le progrès de l'Homme : 115 000 €
- Fondation Isvara : 20 372 €
- Fondation de France : 12 000 €
- Fondation Un Monde par Tous : 10 000 €
- Association Agropolis : 7 000 €
- Léa Nature : 4 000 €
- Vereinigung Deutscher Wissenschaftler : 1 750 euros

Fonds privés autres : 16 635 euros soit 6,2% des PE

- Adhésions : 13 893 €
- Dons : 2 742 €

Charges

La FSC bénéficie d'une relative stabilité de ses charges avec un peu plus de 2% d'augmentation seulement par rapport à l'année dernière. La variation la plus notable est relevée au niveau du poste « autres services extérieurs » qui incorpore les dépenses liées aux projets. Ce sont surtout les déplacements relatifs à nos activités européennes et internationales qui expliquent cette augmentation.

La provision de 7 000 euros correspond au 2/3 d'une créance sur un contrat de financement sur appel à projets du Conseil régional d'Île de France. Cette créance à risque est le résultat d'un litige sur les dates de remise d'un rapport au Fonds Régional de Développement de la Vie Associative.

Au passif du bilan, l'accroissement de la dette est simplement dû à un décalage plus important entre 2013 et 2014 dans le versement de nos contributions sociales 2013. Il s'explique par une gestion prévisionnelle différente des paiements. Autre constat sur cette partie des comptes, nous peinons à développer nos fonds propres depuis le mauvais exercice de 2011, signe d'une tension accrue du côté des financements due au contexte général.

Trésorerie

Aucune difficulté à noter en 2013 de ce point de vue mais une baisse sensible de nos disponibilités fin 2013 par rapport à 2012 nous a contraint à une certaine prudence début 2014, le temps de recevoir les premières contributions de nos bailleurs.

Conclusion et perspectives

Paradoxe : 2013 s'achève sans encombre et nos perspectives budgétaires 2014 sont favorables puisque notre prévisionnel intègre exclusivement des ressources acquises ou très probables, sans tenir compte d'autres pistes que nous comptons poursuivre. Et pourtant, la situation actuelle du secteur associatif et particulièrement des associations moyennes, catégorie dans laquelle nous nous rangeons, est inquiétante. Ce sont elles qui paient le plus les mutations des financements aux associations : baisse et changement des modes d'attribution des fonds publics, hausse marginale des dons mais qui concernerait seulement les grosses structures de la solidarité et liées à la recherche médicale au détriment des autres.

Observons de plus près notre situation et son évolution. Nous avons stabilisé nos comptes et « digéré » le recrutement d'un salarié supplémentaire sur la base d'un CDI débuté en janvier 2013. C'est un point positif, mais depuis deux ans, nous équilibrons tout juste nos exercices, et ce sera probablement aussi le cas en 2014. Nous diversifions petit à petit l'origine de nos produits mais sans parvenir réellement à équilibrer entre elles les différentes sources. Nos missions mériteraient d'être accrues mais nos moyens ne nous le permettent pas, et le contexte général incite plutôt à la prudence, donc à ne pas envisager de développement qui pèserait sur nos charges.

Comment mieux équilibrer nos ressources, comment les accroître au delà des bailleurs qui nous sont fidèles pour développer notre action tout en respectant notre identité, en conservant l'indépendance et la liberté indispensables à notre objet que nous revendiquons comme politique ? 2014 sera sans doute une année de réflexion active sur ces questions qui constituent la base de nos préoccupations depuis maintenant quelques années. Même si nous n'apportons pas de réponses opérationnelles immédiatement, des pistes pour les années futures doivent être définies.

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2013 (12 mois)				31/12/2012 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires		409	-409	-0,24	-409	-0,15
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	409		409	0,25	409	0,16
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	18 865	19 512	-647	-0,39	653	0,26
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés	283		283	0,17	283	0,11
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	19 557	19 922	-364	-0,21	936	0,38
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés	1 995	7 000	-5 005	-3,05	1 050	0,42
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs					196	0,08
. Personnel	2 432		2 432	1,48	276	0,11
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	145 813		145 813	89,02	184 271	74,18
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	20 915		20 915	12,77	61 668	24,83
Charges constatées d'avance						
TOTAL (II)	171 155	7 000	164 155	100,22	247 461	99,62
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	190 712	26 922	163 791	100,00	248 397	100,00

PASSIF	Exercice clos le		Exercice précédent	
	31/12/2013		31/12/2012	
	(12 mois)		(12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	37 367	22,81	36 421	14,66
Résultat de l'exercice	132	0,08	946	0,38
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecart de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)	37 499	22,89	37 367	15,04
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
TOTAL (II)				
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement				
. Sur autres ressources				
TOTAL(III)				
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées	51	0,03	51	0,02
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	9 650	5,89	8 098	3,26
Autres	37 341	22,80	26 824	10,80
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	79 250	48,38	176 057	70,88
TOTAL(IV)	126 291	77,10	211 030	84,96
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	163 791	100,00	248 397	100,00

ENGAGEMENTS REÇUS

Legs nets à réaliser :

- acceptés par les organes statutairement compétents

- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre

ENGAGEMENTS DONNÉS

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2013 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2012 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Ventes de marchandises									
Production vendue de biens									
Prestations de services	487		487	100,00	516	100,00	-29	-5,61	
Montants nets produits d'expl.	487		487	100,00	516	100,00	-29	-5,61	
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Production stockée									
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation			249 224	N/S	241 527	N/S	7 697	3,19	
Cotisations			13 893	N/S	13 220	N/S	673	5,09	
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs									
Autres produits			2 914	598,36	5 413	N/S	-2 499	-46,16	
Reprise sur provisions, dépréciations							2 841	N/S	
Transfert de charges			2 841	583,37					
Sous-total des autres produits d'exploitation			268 872	N/S	260 160	N/S	8 712	3,35	
Total des produits d'exploitation (I)			269 359	N/S	260 676	N/S	8 683	3,33	
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks de marchandises									
Achats de matières premières et approvisionnements			95	19,51			95	N/S	
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements									
Autres achats non stockés			6 685	N/S	2 334	452,33	4 351	186,42	
Services extérieurs			4 264	875,56	1 316	255,04	2 948	224,01	
Autres services extérieurs			26 166	N/S	17 572	N/S	8 594	48,91	
Impôts, taxes et versements assimilés			9 505	N/S	3 698	716,67	5 807	157,03	
Salaires et traitements			152 428	N/S	150 204	N/S	2 224	1,48	
Charges sociales			60 733	N/S	61 595	N/S	-862	-1,39	
Autres charges de personnel									
Subventions accordées par l'association					20 440	N/S	-20 440	-100,00	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations									
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements			2 757	566,12	4 140	802,33	-1 383	-33,40	
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations									
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations									
.Pour risques et charges : dotation aux provisions			7 000	N/S			7 000	N/S	
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées									
Autres charges			297	60,99	1 716	332,56	-1 419	-82,68	
Total des charges d'exploitation (II)			269 931	N/S	263 016	N/S	6 915		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-572	-117,44	-2 340	-453,48	1 768	75,56	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun - Excédent transféré (III)									
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun - Déficit transféré (IV)									
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés			699	143,53	1 264	244,96	-565	-44,69	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (V)			699	143,53	1 264	244,96	-565	-44,69	
CHARGES FINANCIERES:									

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2013 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2012 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				10	1,94	-10	-100,00
Intérêts et charges assimilées							
Différences négatives de change							
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements							
Total des charges financières (VI)				10	1,94	-10	-100,00
RÉSULTAT FINANCIER	699	143,53	1 254	243,02		-555	-44,25
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	127	26,08	-1 086	-210,46		1 213	111,69
PRODUITS EXCEPTIONNELS:							
Sur opérations de gestion	709	145,59	2 047	396,71		-1 338	-65,35
Sur opérations en capital							
Reprises sur provisions et transferts de charges							
Total des produits exceptionnels (VII)	709	145,59	2 047	396,71		-1 338	-65,35
CHARGES EXCEPTIONNELLES:							
Sur opérations de gestion	703	144,35	15	2,91		688	N/S
Sur opérations en capital							
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions							
Total des charges exceptionnelles (VIII)	703	144,35	15	2,91		688	N/S
Participation des salariés aux résultats (IX)							
Impôts sur les sociétés (X)							
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	6	1,23	2 032	393,80		-2 026	-99,69
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	270 766	N/S	263 987	N/S		6 779	2,57
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	270 634	N/S	263 041	N/S		7 593	2,89
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT							
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	132	27,10	946	183,33		-814	-86,04

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature	24 000		24 000			
Dons en nature						
TOTAL	24 000		24 000			
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						